

ou du moins elle devrait continuer ainsi, jusqu'à la fin des hostilités, car rien ne s'est produit dans ce pays qui pût entraver notre production. Il est vrai également que lorsque la guerre sera terminée et que les forces armées seront démobilisées, le rendement de ces industries commencera à diminuer. Dès que ces industries commenceront à ralentir leur activité et, dans certains cas, dès qu'elles fermeront leurs portes, une diminution de pouvoir d'achat se fera immédiatement sentir, car les industries commenceront à mettre des hommes à pied. Or, à moins que l'on n'ait pris des mesures pour utiliser les services de ces hommes ailleurs, ils seront sans travail. Lorsque nos militaires, hommes et femmes, reviendront au pays, ils seront sans emploi et leur puissance d'achat sera diminuée. Ainsi les sans-travail se multiplieront; la puissance d'achat de la population diminuera graduellement et nous tomberons dans le cercle vicieux qui nous mènera infailliblement à une crise comme celle que nous avons connue, à moins que nous ne prenions nos dispositions pour l'éviter. C'est pour cette raison que je n'approuve pas ceux qui ont prétendu, en cette enceinte, qu'il n'était pas encore temps de nous préparer pour l'avenir; que toute notre attention devait être dirigée vers la poursuite des hostilités.

Je ne crois pas que personne puisse reprocher au parti créditiste d'avoir décrié ici ou à l'extérieur, l'effort militaire en quoi que ce soit. Au fait, nous avons été les premiers à préconiser un effort de guerre total et nous n'avons pas changé d'avis. Cependant, il me semble que nous devrions quand même nous préparer dès maintenant à la période d'après-guerre. Si nous ne prenons toutes les mesures nécessaires, nous risquons de passer, après la fin du conflit, par des périodes de crises accompagnées de misère et de pauvreté. C'est ce qui nous attend si nous ne nous mettons immédiatement à la tâche. C'est pourquoi j'affirme que l'un des premiers devoirs de ce ministère de la Reconstruction consiste à faire immédiatement un relevé complet de la nature et de la quantité des produits industriels nécessaires au programme de réadaptation d'après-guerre et au relèvement du niveau d'existence dont nos ressources naturelles garantissent le maintien. Voilà l'un des premiers pas indispensables. C'est dire que les recherches devront être très étendues. A mon sens, il est inutile de dire maintenant aux industries qu'elles devront maintenir leur production après la guerre, qu'elles devront conserver tous leurs employés, alors qu'on ne leur a pas indiqué la voie au préalable. Il nous faut découvrir par exemple, et cela me semble possible avec toute l'intelli-

gence dont nous disposons, la quantité de machines aratoires qu'il nous faudra produire au pays. Nous devrions pouvoir nous renseigner sur le nombre d'automobiles qui devront être mises à la disposition de notre population. Alors, nous pourrions indiquer aux entreprises industrielles, avec quelque certitude, quels sont nos besoins. Munies de ces renseignements, elles pourront, à leur tour, organiser leur production en conséquence.

Ce n'est pas assez de nous inquiéter de la nature et du volume de la production nécessaire à l'alimentation de notre marché domestique, il est un autre domaine qu'il faut étudier attentivement afin de guider nos industries dans leur réorganisation d'après-guerre. Je veux parler du marché étranger. Je suis convaincu que nos industries, pourvu qu'on y attire leur attention, trouveront des débouchés très importants de ce côté. Le nouveau ministère devra permettre aux sociétés commerciales de faire enquête dans ces pays ravagés par la guerre et libérés de l'esclavage et des corvées imposées par l'ennemi, afin de déterminer la nature et la quantité des produits qu'ils réclament des industries canadiennes. Une fois en possession de ces données, nos industriels seront bien plus à même d'exécuter la tâche qui leur incombe.

Une autre mesure qui s'impose est un relevé complet de toutes les fabriques canadiennes dans le but de déterminer celles qui pourront être adaptées à l'économie du temps de paix et de préparer leur transformation dès la fin des hostilités. A mon sens, ce travail est l'un des plus importants que nous puissions entreprendre et pourtant nous restons complètement inactifs dans ce domaine. Peut-être le ministre compte-t-il en charger le nouveau département, mais à moins que quelqu'un ne s'en occupe, je prévois de graves difficultés. Certaines grandes industries, par exemple, ignorant ce que l'on attend d'elles, pourront tout simplement fermer leurs portes. Je songe tout particulièrement à l'industrie de l'automobile. Je ne prévois pas qu'elle puisse continuer bien longtemps à son rythme actuel de production. Il nous faut absolument voir s'il est possible de l'adapter à la fabrication d'autres produits. Ne serait-il pas possible, par exemple, d'affecter certains de ces établissements à la fabrication d'instruments aratoires? Il faudrait s'en assurer. Au lieu d'abandonner ces vastes établissements industriels aux démolisseurs, et leurs machines aux vendeurs de ferraille, cherchons à les adapter à la production du temps de paix. Tous ne se prêteront pas à la fabrication de machines agricoles. Certains seront plus fa-